

Les notes d'analyse du CIHEAM

N° 44 – février 2009

Brésil : l'émergence agricole en Méditerranée ?

Sébastien Abis

Administrateur, Secrétariat général du CIHEAM

Jessica Nardone

Stagiaire, Secrétariat général du CIHEAM

Brésil : l'émergence agricole en Méditerranée ?¹

Sébastien Abis

Administrateur, Secrétariat général du CIHEAM

Jessica Nardone

Stagiaire, Secrétariat général du CIHEAM

Introduction

La globalisation des échanges se traduit par une interdépendance croissante des espaces régionaux, redessinant progressivement la carte géopolitique d'une planète qui découvre de nouvelles polarités. C'est dans ce contexte mondial, caractérisé à la fois par l'apparition d'opportunités économiques inédites mais aussi par l'accentuation des turbulences stratégiques, que se façonne alors un rééquilibrage des forces entre ce que l'on avait coutume d'appeler le « Nord » et le « Sud ». En effet, la notion géopolitique de « l'Occident » semble de moins en moins pertinente, surtout depuis le dégel avec l'Est. D'autre part, c'est au pluriel qu'il convient désormais de désigner le « Sud » tant la diversité des réalités, déjà manifeste autrefois, s'est accentuée. Et c'est précisément parce que certains « Suds » sortent énergiquement depuis quelques années de l'antichambre du développement, que la structure de l'espace mondial contemporain se recompose graduellement.

Dans ce village planétaire, où malgré l'imbrication croissante du global dans le local s'élargissent les inégalités socioéconomiques entre territoires², des puissances dont la domination décline cohabitent avec des pays émergents dont l'ambition s'affirme. Ces dynamiques ont concrétisé l'image pressentie d'un monde multipolaire: si les contrastes de développement entre les différents pays et régions de la planète demeurent forts, en revanche leurs destinées géopolitiques et géoéconomiques n'ont jamais été aussi entremêlées. Cette situation provient du fait que certains défis internationaux, que l'on pourrait aussi nommer crises, se conjuguent en même temps qu'ils se complexifient : changement climatique, financiarisation de l'économie, prolifération des risques, permanence des conflits, variation grandissante dans la typologie des acteurs, vieillissement démographique, insécurité énergétique, tension alimentaire, accélération des migrations, bataille pour l'information...

Autant de variables stratégiques globalisées, qui non seulement concernent l'ensemble des régions du Monde mais surtout semblent de plus en plus se nourrir mutuellement. Paradoxalement, l'un des résultats de cette multipolarisation est d'avoir accru l'importance du voisinage géographique, à tel point que l'on parle aujourd'hui d'un processus de régionalisation du Monde. L'Euro-Méditerranée, comme projet géopolitique à long terme, cherche ainsi à s'insérer sur cette voie.

1 Les conseils et les remarques de Bertrand Hervieu, Michel Petit, Pierre Blanc, Patrice Mitrano, Marie-Françoise Durand, Barah Mikail et Elodie Brun ont permis à cette note de prendre sa forme définitive.

2 Sur ce sujet, il faut souligner le message fort contenu dans le dernier Rapport sur le développement dans le monde de la Banque Mondiale, invitant à repenser la géographie économique de la planète et considérant que la croissance économique sera spatialement de plus en plus inégale sur Terre et que les disparités sont inévitables. Lire, World Bank, World Development Report 2009, « Reshaping Economic Geography », Washington (USA), 2008.

La lecture des relations internationales ne peut donc plus faire l'impasse sur l'examen des nouvelles tendances qu'induisent les puissances émergentes³. Ces dernières ne correspondent pas à une liste établie de pays, puisque précisément seule leur trajectoire très dynamique les rassemble. D'ailleurs, le monde anglo-saxon privilégie souvent l'analyse sur quatre pays seulement (Brésil, Russie, Inde et Chine), portant l'acronyme BRIC, depuis la publication en 2003 d'un rapport devenu célèbre d'une banque d'investissement⁴, qui identifiera ensuite un autre groupe de pays émergents⁵, tant les premiers sont devenus moins émergents que pôles structurants de la planète à l'heure actuelle.

Ce cadrage géopolitique était nécessaire pour comprendre pourquoi l'intérêt est grand d'observer attentivement l'émergence du Brésil sur la scène internationale. On l'oublie trop souvent dans l'acronyme BRIC, mais le plus grand pays de l'Amérique du Sud s'affirme aussi comme l'un des géants de la planète. Son poids démographique, avec 190 millions d'habitants⁶, atteint une taille critique intéressante à l'échelle du Globe, sans être protubérant et problématique comme celui de la Chine et de l'Inde ou déclinant comme celui de la Russie. Sa superficie (8,5 millions de km²) est la cinquième du Monde et tous ses territoires n'ont pas encore été « exploités ». République fédérale, le Brésil est une démocratie assagie : malgré la prévalence de disparités géographiques et sociales sur son sol, des progrès notables ont été enregistrés ces dernières années et notamment depuis l'arrivée au pouvoir de Lula en 2002⁷, à commencer par la réduction de la faim⁸. En 2007, le Brésil était assis sur la dixième marche du classement des économies mondiales, avec un PIB avoisinant les 1300 milliards de dollars. Il est ces dernières années l'un des dix premiers pays récipiendaires d'investissements directs étrangers (IDE), confirmant par là son attractivité croissante⁹.

Déjà actif en matière de coopération régionale sud-américaine, Brasilia a renforcé ces dernières années son leadership sur la région en étant l'instigateur de la création en 2008 de l'Union des Nations Sud-Américaines (UNASUR), qui vise à approfondir la coopération politique et économique. A l'échelle internationale, le Brésil est un partenaire essentiel des Etats-Unis et de l'Europe. Il joue activement aussi dans la cour de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), depuis la constitution en 2003 du G20¹⁰, où le dossier agricole figure en tête d'agenda. Parallèlement, Brasilia convoite un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations-Unies et développe des capacités militaires pour crédibiliser sur ce terrain son rôle potentiel d'acteur stratégique majeur.

-
- 3 Le concept de pays émergents est né dans les années 1980 avec le développement des marchés boursiers dans les pays en développement. Se reporter ici à Christophe Jaffrelot (sous la dir.), *L'enjeu mondial : les pays émergents*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2008. Voir aussi le dossier « Le temps des émergents », *Courrier de la Planète*, n°84, Avril-Juin 2007, Montpellier.
 - 4 Rapport de Goldman Sachs, « Dreaming with BRICs: The Path to 2050 », 2003. De 10% en 2004, le poids des BRICs dans le PIB mondial devrait passer à 20% en 2025. En termes de parité de pouvoir d'achat (PPA), les BRICs représentent 33% du PIB mondial. Le PIB des BRICS serait à l'horizon 2040 similaire à celui du G7. Actuellement, ils rassemblent 50% de la population mondiale, représentent 1/3 de la surface de la terre. Entre 2000 et 2005, ils ont participé à hauteur de 30% à la croissance mondiale globale. Il est à noter aussi les travaux de Morgan Stanley Capital International[sur cette identification des pays émergents.
 - 5 Poursuivant ses travaux, la banque d'investissement Goldman Sachs introduira à partir de 2005 le concept de « Next Eleven » (N11) identifiant les pays émergents à la suite des BRICS : Bangladesh, Egypte, Indonésie, Iran, Corée du Sud, Mexique, Nigeria, Pakistan, Philippines, Turquie et Vietnam. Lire sur ce thème Goldman Sachs, *BRICs and beyond*, November 2007.
 - 6 Le Brésil est le 5ème pays le plus peuplé du Monde. Il possède en outre un dynamisme démographique de plus en plus contrôlé : il comptait 96 millions d'habitants en 1970, 150 millions en 1990 et devrait atteindre environ 230 millions à l'horizon 2030. Aussi, le Brésil demeure un pays jeune, puisque les moins de 15 ans représentaient toujours 28% de la population en 2006 (United Nations, *World population prospects, The 2006 Revision*). Cependant, la transition démographique s'accélère et le taux de fécondité actuel est de 1,8 enfant par femme. Se reporter au *Courrier International*, n°929, « Brésil, moins d'enfants, plus de bien être », 27 août 2008.
 - 7 Le 27 octobre 2002, Luiz Inácio Lula da Silva, ancien syndicaliste, remporte l'élection présidentielle. Il est le premier président socialiste du Brésil et a été réélu le 28 octobre 2006 pour un second mandat de quatre ans.
 - 8 Un habitant sur quatre souffrait de sous-nutrition dans les années 1970, soit environ 25 millions de personnes. Le taux aujourd'hui est tombé à 6% environ de la population, soit environ 10 millions d'individus (chiffres tirés de la FAO, et de l'outil statistique FAOSTAT)
 - 9 En 2004, le Brésil représentait 1% du PIB mondial et 3% en PPA. Selon le rapport de Goldman Sachs (op.cit.), la taille de l'économie brésilienne dépassera celle de l'Italie en 2025, celle de la France en 2031, du Royaume-Uni et de l'Allemagne en 2036. Le Brésil pourrait ainsi se placer au rang de 5ème puissance mondiale à l'horizon 2050.
 - 10 Les pays membres du G20 sont les suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du sud, Etats-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni, Russie, Turquie, Union européenne.

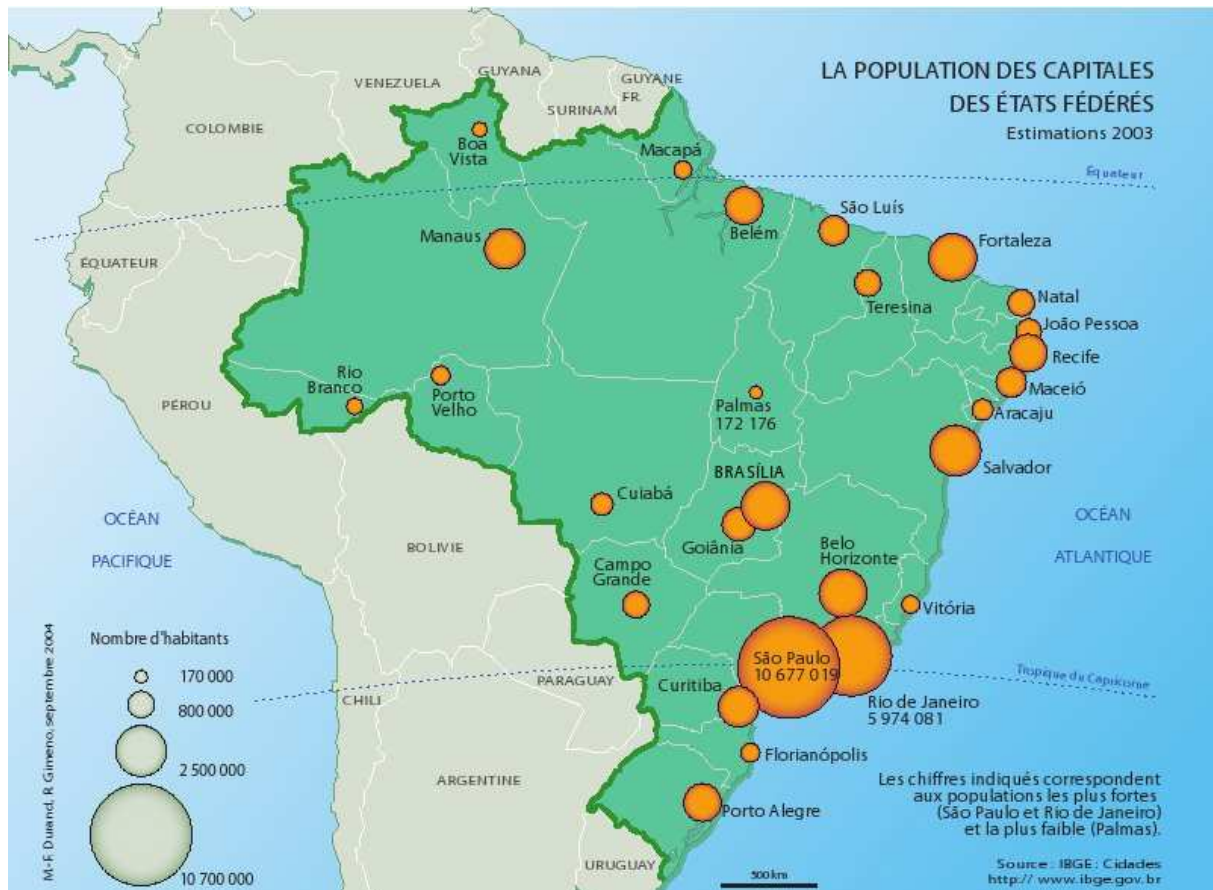
De même, surfant sur le rééquilibrage géoéconomique des forces à travers la planète, le Brésil mène une politique étrangère dynamique envers les pays de l'hémisphère Sud, pour à la fois conquérir des marchés commerciaux¹¹ et tisser des alliances régionales « Sud-Sud » inédites. Et puis comment ne pas évoquer le fait que le Brésil est un grand pays producteur de pétrole (il est entré depuis 2006 dans le club restreint des pays autosuffisants sur le plan pétrolier) et figurera même parmi les plus importants au regard des découvertes récentes¹².

L'un des moteurs du développement de la puissance brésilienne est l'agriculture. Si celle-ci ne contribue qu'à hauteur de 5% du PIB national, en revanche le Brésil est l'un des tout premiers exportateurs agricoles mondiaux, juste derrière les États-Unis, les Pays-Bas et la France¹³. Malgré son progrès industriel, le Brésil n'a jamais abandonné son développement agricole. Ce « food power » brésilien repose notamment sur deux atouts : l'existence d'un puissant complexe agro-industriel, capable de transformer et de valoriser les denrées agricoles ; la capacité d'accroître sa production en défrichant de nouvelles terres¹⁴ (notamment les cerrados, ces savanes arborées du Mato Grosso et Goiás au Centre-Ouest, où se sont développées les cultures mécanisées).

Ce pays, disposant d'un véritable potentiel agro-alimentaire à l'export, approvisionne de plus en plus les zones déficitaires de la planète, dont les pays arabes méditerranéens font partie. C'est pour cette raison qu'il convient de s'intéresser de près aux relations que le Brésil développe avec la rive Sud de la Méditerranée, qui non seulement répondent à des enjeux commerciaux agricoles mais aussi à une stratégie politique de rapprochement avec le monde arabe. Celle-ci s'est exposée au grand jour en mai 2005, lors d'un Sommet des chefs d'Etat des pays d'Amérique du Sud et de la Ligue Arabe, au cours duquel la « patte » diplomatique brésilienne s'est révélée efficace et opportuniste.

Cette note d'analyse, après avoir livré ce cadrage introductif à caractère géopolitique pour comprendre le cheminement de la réflexion présente, propose de revenir sur les faits saillants de la puissance agricole brésilienne dans un premier temps, pour ensuite observer la promotion d'une coopération latino-arabe depuis le Sommet Brasilia. Cela permettra dans une troisième et dernière partie d'analyser l'accroissement des exportations agricoles du Brésil vers certains pays arabes méditerranéens.

-
- 11 Selon un récent rapport de l'OMC sur l'évolution du commerce mondial (OMC, « Statistiques du commerce international 2008 », Organisation Mondiale du Commerce, 2008), les exportations du Brésil ont augmenté depuis 2000 de 17% par an en moyenne. En 2007, les exportations brésiennes de marchandises se sont élevées à 161 milliards de dollars (43 milliards de dollars vers l'Europe, 32 milliards de dollars vers les États-Unis, 9 milliards de dollars vers l'Afrique et 6 milliards de dollars vers le Moyen-Orient) et ses importations à 127 milliards de dollars. Dès lors, le solde de sa balance commerciale a été positif avec 34 milliards de dollars d'excédents.
 - 12 En avril 2008, le Brésil entre dans une nouvelle ère de son histoire économique avec l'annonce de la découverte d'immenses gisements pétroliers dans le Bassin de Santos, au large de l'Etat de Rio de Janeiro (sud-est), détiendrait des réserves estimées à 33 milliards de barils. Selon le président de l'Agence brésilienne de pétrole (ANP), il s'agirait de la plus grande découverte des 30 dernières années et du troisième principal gisement du monde aujourd'hui.
 - 13 Caramel L, « Quand le Brésil deviendra la ferme du monde », in le Monde, 24 mai 2005.
 - 14 Actuellement, la superficie des terres dédiées à la production agricole du Brésil avoisine 60 millions d'hectares. En comparaison, la superficie agricole de l'Union européenne (UE27) atteint 182 millions d'hectares, soit le triple du Brésil.



1 Brésil, une puissance agricole qui s'affirme

Le Brésil a effectué ces dernières années une transformation radicale de son économie. Laisant de côté la stratégie de substitution des importations, mise en place dans les années 1980, le pays est désormais passé à l'ouverture de marché. Concernant les filières agricoles cela s'est traduit, entre autres, par la diminution des subventions aux céréaliers, par la suppression des taxes à l'exportation et par l'encouragement du regroupement des exploitations, entraînant une croissance rapide de l'agriculture et l'explosion de la production de produits agricoles. C'est particulièrement vrai pour le secteur du soja, où on a assisté dans les années 1990 à d'importants gains de productivité, à un mouvement de mécanisation et de modernisation des exploitations et à une augmentation des surfaces cultivées. Si la part de l'agriculture dans le PIB n'est que de 5% environ, l'agriculture a contribué fortement à la croissance économique du pays grâce à la progression rapide des exportations agroalimentaires, et le Brésil joue désormais un rôle de premier plan au niveau agricole.

Informations générales sur le Brésil¹⁵

Superficie : 8 511 965 km²
Population : 190 millions (2007)
PIB (2007) : 1314 milliards \$ (10ème rang, derrière la Russie, devant l'Inde) :
PIB par habitant (2007) : 6600 \$ (9700 \$ selon le calcul en parité de pouvoir d'achat).
Taux de croissance (2007) : +5,4 %
Taux de chômage (2006) : 10,4%
Taux d'inflation (2007) : 4,5%
Dettes extérieures totales (2006) : 191,1 milliards \$ (17,9% du PIB)
Part de l'agriculture dans le PIB (2007) : 5,1%

1.1 - Une capacité de production importante et variée

Depuis quelques années, le Brésil s'est imposé comme une puissance commerciale à part entière, notamment en ce qui concerne le secteur agricole. Le Brésil est l'un des plus grands producteurs de produits alimentaires du monde grâce à de nombreux atouts : abondance de terres fertiles et d'eau, climat favorable, production diversifiée, productivité élevée de l'agriculture, développement technologique et modernité de l'industrie agroalimentaire. Doté d'un potentiel agricole important, avec environ 14% des réserves d'eau du monde et de nombreuses terres exploitables, le Brésil s'impose comme une puissance agricole de premier ordre avec un rang de leader mondial en tant que producteur et exportateur de nombreux produits vers des partenaires diversifiés.

Le Brésil est performant sur les marchés mondiaux du sucre, de la viande bovine (réputée pour sa qualité), de la volaille, des graines et tourteaux de soja (dont une grande partie est du soja génétiquement modifié, notamment depuis 2003) ainsi que dans le café et le jus d'orange. Avec près de 30% de la production mondiale de canne à sucre, de café et d'oranges, le Brésil est au premier rang mondial pour ces trois produits. Concernant le soja et la viande bovine, le pays fait également partie des principaux producteurs mondiaux. De plus, depuis 2004, le Brésil est le plus grand exportateur mondial de viande de poulet : ainsi près de 40% du poulet commercialisé dans le monde est d'origine brésilienne.



Selon les projections établies par le Ministère de l'Agriculture Brésilien, basées sur l'étude « Projections of agribusiness 2008/2009 to 2018/2019 »¹⁶, la production du Brésil pourrait augmenter de 25% en 10 ans. Les marchandises disposant du plus gros potentiel de croissance seraient le soja, le blé, la viande et volaille, l'éthanol, l'huile de soja et le lait. D'ailleurs, le pays investit dans l'agriculture pour devenir le plus grand fournisseur de produits alimentaires au monde.

¹⁵ Données publiées par le Ministère français des affaires étrangères et européennes

¹⁶ Ces projections ont été reprises par le gouvernement américain dans un rapport de l'USDA. Voir GAIN Report, « Brazil agricultural situation. Brazilian ministry of agriculture's ten-year projections », Gain report number BR8636, USDA Foreign Agricultural Service, 2008.

Tableau 1- Production agricole du Brésil et prévisions

	2007/08 (1,000 MT)	2018/2019 (1,000 MT)	Variation attendue
Riz	12 112	13 468	11,2%
Mais	58 586	73 249	25%
Soja	60 072	80 914	34,7%
Blé	5 414	7 886	45,7%
Coton	1 564	1 569	0,3%
Sucre	32 783	47 338	44,4%
Bœuf	10 383	15 512	49,4%
Porc	3 107	4 252	36,9%
Poulet	11 139	15 512	49,4%
Lait	27 399	36 879	34,6%
Ethanol	21 500	58 800	173,7%

Source : Ministère de l'Agriculture du Brésil, novembre 2008

1.2- Un acteur agro-commercial majeur

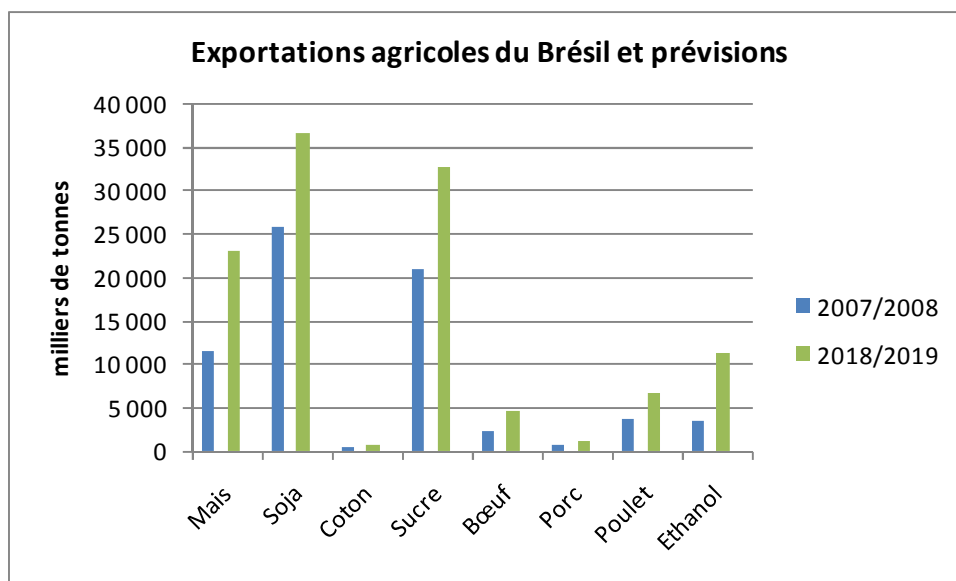
La part des produits agricoles représentait, en 2007, 30% des exportations totales de marchandises du Brésil. Si les Etats-Unis et l'Union Européenne conservent leur position de leader dans les échanges mondiaux agricoles, le Brésil est depuis 2007 l'un des quatre grands pays exportateurs de produits agricoles et alimentaires dans le monde. La part du Brésil dans le commerce mondial reste quelque peu limitée mais avec 4,3% (soit environ 48 milliards de dollars) des exportations agricoles mondiales, ce dernier rivalise tout de même avec le Canada et a distancé la Chine et l'Argentine. L'essor du « food power » brésilien attire donc l'attention. En Italie, l'institut ISMEA, en collaboration avec le ministère des politiques agricole, alimentaire et forestière, a récemment publié une étude sur les nouveaux protagonistes du marché mondial et les défis que cela implique pour le système agroalimentaire italien¹⁷.

Tableau 2- Exportations agricoles du Brésil et prévisions

	2007/2008 (1,000 MT)	2018/2019 (1,000 MT)	Variation attendue
Mais	11 554	22 907	98,3%
Soja	25 750	36 461	41,6%
Coton	520	687	32,1%
Sucre	21 000	32 637	55,4%
Bœuf	2 400	4 626	92,8%
Porc	625	1 113	78,2%
Poulet	3 615	6 602	82,6%
Ethanol	3 497	11 292	222,9%

Source : Ministère de l'Agriculture du Brésil, novembre 2008

17 ISMEA, « Nuovi protagonisti nel mercato mondiale : Brasile, Cina e India. Le sfide per il sistema agroalimentare italiano », Roma, Marzo 2008.



Source: Ministère de l'Agriculture du Brésil, novembre 2008

Le Brésil devrait augmenter fortement sa production de bœuf dans les années à venir (pour atteindre 14 millions de tonnes en 2018)¹⁸, entraînant une augmentation du surplus exportable et l'obligeant alors à chercher de nouveaux marchés. Pour le Brésil, le marché arabe représente donc un terrain de conquête commerciale, vu le déficit alimentaire qui touche ces pays. D'ailleurs, l'Association Brésilienne des Industries exportatrices de viande (ABIEC), une des plus puissantes associations professionnelles du Brésil, entend bien tirer profit de cette opportunité¹⁹. Aujourd'hui, l'Egypte, l'Arabie saoudite, l'Algérie et la Lybie figurent parmi les dix principaux acheteurs de bœuf brésilien.

1.3- Cap sur l'éthanol

La filière des agrocarburants est l'un des moteurs du développement de l'économie brésilienne et la consommation d'éthanol dans le pays a aujourd'hui dépassé celle de l'essence²⁰. Dans un contexte de récente crise pétrolière, le Brésil est souvent considéré comme la solution à la hausse des prix et à la diminution des réserves mondiales²¹. Au cours de la campagne 2007/2008, le Brésil a produit près de 490 MT de canne à sucre dont la moitié a été consacrée à la production d'éthanol²². Le Brésil qui produit déjà en grande quantité de l'éthanol à base de canne à sucre (réputé moins polluant que celui à base de maïs²³) est le deuxième producteur mondial, après les Etats-Unis, et le premier exportateur d'éthanol. Aussi, l'industrie du sucre et de l'alcool au Brésil est performante, comme le montre le succès du premier producteur d'alcool et de sucre du pays, COSAN. Le groupe a récemment annoncé l'acquisition de la branche nationale d'Esso, lui permettant ainsi d'accéder à un important réseau de distribution²⁴.

18 ANBA, "Brazil to produce 14 million tonnes of beef", ANBA, 1er décembre 2008

19 Sarruf M, « Arab market is best alternative for beef », ANBA, 19 décembre 2008

20 En 1975, suite au choc pétrolier, le Brésil lance le plan « Proalcool », un programme de substitution du pétrole par l'alcool et devient un des précurseurs de l'utilisation des cultures végétales comme biocarburants.

21 Bertrand J.P, Aparecida de Mello N, Théry H, Riedacker A, « Brésil, la politique en matière de biocarburants : le pari sur l'éthanol », in Demeter 2008, Economie et stratégies agricoles, Rapport annuel du Club Demeter, Paris, Septembre 2007.

22 Le Brésil consacre environ 5,6 millions d'hectares à la production de canne à sucre, ce qui représente un peu moins de 10% de la totalité des terres cultivées. Des marges de progression existent quant à la production de sucre et d'alcool, puisque près de 90 millions d'hectares de terres cultivables seraient encore disponibles dans le pays (notamment dans le Centre-ouest).

23 Il convient cependant de prendre en compte dans le rendement énergétique certains éléments tels que l'énergie dépensée pour produire la canne à sucre, l'utilisation d'engrais et de pesticides, la destruction de forêts, etc. De plus, la monoculture de canne à sucre a des conséquences sur la déforestation.

24 Duailibi J, « Eloge de l'éthanol brésilien », Courrier International, N°920, 19/25 juin 2008.

La question des biocarburants tient, en outre, une place importante dans l'agenda des relations entre le Brésil et les Etats-Unis. En effet, les deux plus gros producteurs d'éthanol ont signé un mémorandum de coopération en mars 2007 pour développer la production et l'utilisation de biocarburants tel que l'éthanol, à travers l'établissement de normes techniques communes.

Cependant, la crise mondiale, la récente baisse des prix du pétrole et les critiques sur les agrocarburants ont souligné à quel point le débat reste vif sur l'éthanol. Aussi, les impacts négatifs d'une production intensive de canne à sucre ont été mis en avant par des mouvements sociaux, tels que Via Campesina, mettant en garde contre les risques d'une monoculture et les menaces à la sécurité alimentaire mondiale²⁵. Les inquiétudes concernant la production d'éthanol rejoignent celles formulées depuis plusieurs années par des organisations, comme le Mouvement des sans terres (MST)²⁶ du Brésil, qui réclament une réforme agraire. La majorité des terres est possédée par un nombre réduit de grands propriétaires terriens et la production des grandes exploitations rurales est destinée en grande partie à l'exportation (soja, agrumes, viandes, café), au détriment de l'agriculture vivrière. Une redistribution plus équitable de la terre, l'amélioration des conditions de travail des ouvriers agricoles, le maintien d'une agriculture paysanne familiale capable de répondre aux besoins alimentaires du pays, ou encore le problème de la déforestation de l'Amazonie liée, entre autres, à la monoculture de la canne à sucre, sont autant de revendications portées par le MST. Au Brésil, la répartition des terres est donc très inégalitaire, et la situation actuelle reflète les politiques agricoles mises en œuvre dès les années 1960 de promotion d'une agriculture industrielle, basée sur de grandes cultures d'exportations (soja, canne à sucre), source de croissance, mais également source d'inégalités.

2 Le Brésil : promoteur d'une diplomatie Sud-Sud²⁷

Depuis l'élection du président Lula en 2002, le Brésil développe une politique extérieure dynamique, en cherchant à diminuer l'influence des Etats-Unis en Amérique du Sud, sans pour autant aller vers la confrontation, mais en menant une politique d'indépendance nationale fondée sur une coexistence prudente. Le Brésil confirme actuellement sa vocation internationale prenant parfois ses distances avec la « triade » (Etats-Unis, Europe, Japon) et se construisant ainsi une place diplomatique singulière sur la place mondiale²⁸.

La volonté de s'émanciper des puissances traditionnelles s'est affirmée de plus en plus clairement, que ce soit au niveau des institutions internationales (OMC), à travers des accords de coopération ou des alliances régionales. Le pays cherche désormais à s'imposer politiquement sur la scène internationale, par la voie du multilatéralisme. Le rapprochement du Brésil avec le monde arabe est l'illustration d'une diplomatie active qui vise au développement des liens Sud-Sud.

2.1- La défense du multilatéralisme

D'autres pays d'Amérique Latine ont cherché à consolider, diplomatiquement, leur influence économique à l'extérieur à travers une prise de distance collective et la mise en place de projets de coopération Sud-Sud²⁹. Le Brésil joue un rôle majeur dans cette nouvelle stratégie grâce à son poids économique, géographique, diplomatique et militaire.

25 Gasnier A, « L'éthanol sous le feu de la crise et des critiques », Le Monde.fr, 21 novembre 2008.

26 Le MST, créé dans les années 1980, est désormais un mouvement social incontournable au Brésil. Le nombre de paysans sans terre est estimé à environ 25 millions de personnes.

27 Pour une étude approfondie des relations entre l'Amérique du Sud et le Moyen-Orient, se référer à l'ouvrage d'Elodie Brun, « Les relations entre l'Amérique du Sud et le Moyen-Orient. Un exemple de relance Sud-Sud », l'Harmattan, 2008.

28 Kourliandsky J.J, « Amérique Latine : affirmation souveraine sur fond d'incertitudes », Bilan et perspectives de l'année 2008, Affaires stratégiques, IRIS, 7 janvier 2009.

29 Kourliandsky J.J, « Quel leadership pour l'Amérique Latine ? », In l'année stratégique 2008. Analyse des enjeux internationaux, IRIS, Editions Dalloz, 2007.

Au sein de l'OMC par exemple, et notamment dans le cas épineux des subventions agricoles et de réduction des barrières douanières, ce dernier a depuis 2003, mobilisé un certain nombre de pays africains et asiatiques et s'est imposé comme le représentant du monde en développement. Par exemple, en déposant une plainte auprès de l'OMC contre les Etats-Unis sur les subventions cotonnières (dumping), le Brésil a fourni une opportunité aux pays ouest-africains de défendre leurs intérêts lors du sommet de l'OMC à Cancun en 2003. Dans les négociations à l'OMC³⁰, l'agriculture divise souvent les protagonistes du commerce international. Le Brésil a été l'initiateur d'une coalition Sud-Sud, parvenant à dépasser les nombreux antagonismes pour chercher d'abord à établir une stratégie commune visant à s'opposer aux pays développés³¹.

Pour une distribution plus équilibrée du pouvoir politique au niveau international

Le Brésil se démarque également au sein du G20, qui regroupe depuis 2003 les puissances émergentes du monde en développement, et s'impose comme chef de file dans les négociations commerciales internationales, en tant que représentant du groupe des pays en développement et défenseur de leurs intérêts. Avec la création du G20, les pays du Sud se sont affirmés et ont pu peser dans les négociations internationales, comme le démontre leur succès à Hong Kong en 2005 en ce qui concerne l'interdiction des subventions agricoles à l'exportation en 2013 et l'obligation des pays développés à importer, dès 2008, 97% des produits agricoles sans droits de douanes des pays les moins avancés. De plus, le Brésil ne cesse de demander que les pays émergents puissent jouer un rôle plus important dans les instances économiques mondiales. Cela doit passer par la création de nouveaux rapports de force, possible si une réforme en profondeur des institutions financières internationales est opérée. Les économies émergentes doivent être représentées plus fortement au sein de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI) et ainsi trouver une place sur la scène internationale. La réforme des organisations semble être la base pour l'essor des pays du Sud par la voie multilatérale.

La création d'une organisation supranationale, économique et politique, l'Union des Nations sud-américaines (UNASUR) illustre bien cette volonté de la part de l'Amérique du Sud de s'affirmer comme une puissance économique indépendante en s'unifiant politiquement et économiquement, et ainsi, de créer un pôle régional capable d'équilibrer la puissance des Etats-Unis. La déclaration de Cuzco signée en décembre 2004 prévoyait la réunion du MERCOSUR³², de la Communauté andine (Colombie, Equateur, Pérou et Bolivie), du Chili, de la Guyane et du Surinam en une seule communauté, et a alors donné lieu à la création de la Communauté sud-américaine des nations. Aussi, ce processus d'intention unitaire s'est concrétisé par la création de l'UNASUR, le 23 mai 2008, organisation qui rassemble les 12 pays d'Amérique du Sud, et qui pourrait être, si le projet aboutit, le plus vaste ensemble économique, politique et monétaire du monde.

L'esprit du non alignement, bien qu'étant moins populaire en tant que mouvement, reste présent dans les politiques étrangères des nations sud américaines et le rapprochement entre les pays arabes et l'Amérique du Sud reflète la volonté commune des pays du Sud de défendre le multilatéralisme face à l'excès d'unilatéralisme observé parfois ces dernières années dans le concert dissonant des Nations.

2.2- Le sommet de Brasilia : un tournant ?

Le Brésil et le monde arabe ont des relations anciennes et partagent un héritage culturel et migratoire. Aussi, il convient de rappeler que près de 12 millions de personnes d'origine arabe vivent au Brésil. Ces relations se sont renforcées sur le plan politique, notamment à partir des voyages officiels du président Lula en Syrie, au Liban, dans les Emirats arabes unis, en Lybie et en Egypte en décembre 2003, relançant ainsi les liens bilatéraux avec les pays arabes. Ces dernières années représentent un tournant dans la stratégie politique du Brésil au niveau international, concrétisé par le sommet Amérique du Sud/Pays Arabes.

30 Pour aller plus loin, se référer à Michel Petit, « Négociations à l'OMC. Retour sur un échec et conséquence pour les pays méditerranéens », Note d'analyse du CIHEAM n°40, Octobre 2008.

31 L'échec de l'ALCA (zone de libre-échange des Amériques) est également révélateur de l'éloignement des puissances d'Amérique du sud vis-à-vis des Etats-Unis.

32 Le Mercosur a été créé le 26 mars 1991. Les pays membres permanents sont le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay. Le Venezuela est associé et en processus d'intégration.

La rencontre latino-arabe de Brasilia, largement impulsée par le Brésil, s'est tenue le 10 et 11 mai 2005 et s'inscrit dans une volonté d'intensifier la coopération économique, politique et culturelle entre les deux régions. Les 13 pays de l'Amérique du Sud³³ et les 21 Etats de la Ligue arabe étaient présents³⁴. L'objectif déclaré de ce sommet était de renforcer les relations économiques mais aussi politiques entre les pays ainsi que d'intégrer les pays arabes dans le cadre stratégique global conçu par le président brésilien pour l'Amérique du Sud. « *Le Sud est toujours en train de regarder le Nord, nous devons faire davantage de choses entre nous* », a déclaré ce jour là le ministre des relations extérieures brésilien, Celso Amorim.

Ce rapprochement avec les pays arabes est un élément nouveau dans la politique brésilienne et résulte d'une volonté du président Lula, dès son arrivée au pouvoir, de faire du renforcement des liens Sud-Sud l'un des axes majeurs de sa politique étrangère. Les échanges sont encore limités entre les deux régions : les pays arabes représentent 4,4% des exportations brésiennes en 2007 et seulement 3,5% de leurs importations viennent d'Amérique du Sud. Trouver des alternatives pour contourner la puissance américaine et développer leurs rapports commerciaux constituent les facteurs principaux du rapprochement des deux régions.

Les Etats présents au sommet de Brasilia ont mis l'accent sur un certain nombre de principes³⁵ qui reflètent leur volonté de s'affirmer et d'être reconnus sur la scène internationale. Ainsi, dans la déclaration ont été réaffirmés l'engagement en faveur du multilatéralisme, le respect des principes de souveraineté et d'intégrité territoriale des Etats, le soutien aux efforts et mécanismes internationaux destinés à éradiquer la faim et promouvoir le développement, le droit prééminent des Etats sur leurs ressources naturelles et le droit des peuples à disposer de leurs ressources en fonction de leurs intérêts ou encore, la nécessité d'éliminer les distorsions du système de commerce multilatéral, en particulier en matière d'agriculture. De plus, l'ensemble des pays présents à Brasilia ont exprimé leur soutien pour la création d'un Etat palestinien au Proche-Orient.

Le sommet de Brasilia marque le début d'une coopération interrégionale, et reflète la tendance actuelle à la polarisation des échanges au sein de grands groupes régionaux³⁶. Il serait intéressant de se demander jusqu'où cette coopération peut-elle aller, c'est à dire poser l'hypothèse d'une zone de libre-échange commune progressivement instaurée.

2.3 Depuis 2005, vers l'affirmation d'une ambition ?

Le rapprochement entre les deux régions n'est pas seulement rhétorique et des relations concrètes entre le Brésil et les pays arabes se sont développées à partir du Sommet de Brasilia, comme le montre le suivi effectué après cette rencontre et les différents exemples de coopération scientifique ou commerciale entre les deux régions. Cela s'est traduit par exemple par la création de l'ASPA³⁷, site rattaché au ministère des Relations extérieures du Brésil, qui assure la coordination de suivi du Sommet entre les deux pays. Un autre outil d'information important est l'agence de presse Brésil-pays arabes (ANBA)³⁸, qui permet d'être informé sur les différentes formes de coopération et sur l'actualité des relations entre le Brésil et les pays arabes.

33 Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Comores, Equateur, Guyane, Paraguay, Pérou, Surinam, Uruguay, Venezuela.

34 Algérie, Arabie Saoudite, Autorité Palestinienne, Bahrein, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Républiques arabe de Syrie, Somalie, Soudan, Tunisie, Yémen.

35 La déclaration de Brasilia est disponible sur le site de l'ASPA, <http://www2.mre.gov.br/aspa/>. Voir également en annexe des extraits de la déclaration de Brasilia.

36 Voir l'étude d'Azzam Mahjoub, « L'intégration régionale Sud-Sud. Une perspective comparative monde arabe- Amérique du Sud », Iemed paper 4, Mars 2008

37 <http://www2.mre.gov.br/aspa/>

38 Brazil-Arab News Agency : www.anba.com.br/ingles/

De plus, différentes rencontres ont fait suite au sommet de Brasilia, autour de thèmes tels que la lutte contre le changement climatique, l'économie, la culture ou encore les enjeux de développement dans les deux régions, pour faire en sorte que les engagements pris à Brasilia soient tenus³⁹. En avril 2006, une réunion d'un groupe de travail latino-arabe sur la lutte contre la désertification et l'amélioration de la production animale s'est tenu à Buenos Aires. Aussi, en février 2007, lors du forum ministériel mondial sur l'environnement à Nairobi, la région arabe et la Communauté sud-américaine ont fait un communiqué conjoint sur la coopération environnementale en insistant notamment sur les questions de transfert de technologie, et sur la désertification. De plus il est important de signaler que le Brésil est, depuis fin 2002, membre observateur au sein de la Ligue arabe.

Enfin, en février 2008, comme prévu dans la déclaration de Brasilia, une réunion entre les ministres des affaires étrangères des pays arabes et sud-américains s'est tenue à Buenos Aires. L'objectif de cette rencontre était d'évaluer les actions entreprises depuis Brasilia et de préparer le deuxième sommet qui devrait se tenir à Doha du 31 mars au 1^{er} avril 2009.

Des partenariats de recherche entre la Tunisie et le Brésil⁴⁰

La Tunisie a fait appel au Brésil et plus particulièrement au groupe Embrapa, l'une des plus importantes entreprises de recherche agricoles du pays pour lancer des partenariats dans plusieurs domaines de recherche agronomiques. Comme l'a indiqué l'agence de presse Brésil-pays arabes (ANBA), ce n'est pas la première fois que des chercheurs tunisiens font appel à l'expertise brésilienne en matière de développement agricole, en effet, de précédents voyages avaient été organisés dans le but de développer de nouvelles technologies pour la gestion de l'érosion. Cette fois-ci les Tunisiens veulent trouver de nouveaux moyens pour développer leur productivité agricole en ce qui concerne le blé et l'orge. Actuellement, la Tunisie produit 80% du blé dur et de l'orge qu'elle consomme et a pour objectif de devenir autosuffisante pour ces deux céréales. Concernant le blé tendre, la Tunisie cherche à augmenter la production (actuellement le pays produit 20% de ce qu'il consomme) sans pour autant augmenter les surfaces cultivées, à cause du manque de terres. Le pays compte bien sur l'expertise brésilienne pour y parvenir, en développant de nouvelles variétés résistantes aux aléas climatiques et en augmentant sa productivité, grâce aux compétences technologiques d'Embrapa. Selon l'entreprise brésilienne, trouver de nouvelles variétés de blé et augmenter les volumes constituent une alliance mutuelle pour la Tunisie et le Brésil, car ce dernier doit alimenter l'industrie de la boulangerie. Comme prévu par l'accord de coopération entre les deux pays en matière de recherche, ce rapprochement scientifique s'étendra d'une manière plus large au partage de différentes technologies agricoles ainsi qu'à des programmes d'échanges entre chercheurs et étudiants. Ce genre d'initiative constitue un nouvel exemple de coopération Sud-Sud et d'échanges de compétences.

39 Lors de la rencontre de novembre 2005 à Riyad entre les représentants du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) et du Mercosur, les modalités de la mise en œuvre de l'accord cadre de coopération économique signé à Brasilia, ont été défini.

40 Sarruf M, « Tunisia signs memorandum of understanding with Embrapa », ANBA, 6 novembre 2008.

3 Le développement des exportations agricoles brésiliennes vers la Méditerranée

L'Union Européenne (UE) et les Etats-Unis restent les principaux débouchés pour le Brésil. Cependant, comme cela a été évoqué précédemment, ce dernier contourne les puissances traditionnelles et a impulsé l'émergence d'échanges Sud-Sud. A travers le rapprochement avec la Ligue Arabe, le Brésil tente de rééquilibrer ses échanges et d'établir une nouvelle géographie commerciale. En effet, fort de son « food power » et en se tournant de plus en plus vers les pays dits du Sud pour écouler ses stocks, le pays semble déterminé à façonner la carte des échanges agricoles de la planète. Ainsi, les nouveaux marchés comme l'Asie, le Moyen-Orient, l'Europe Orientale et l'Afrique tiennent une place grandissante dans le paysage commercial brésilien.

L'UE et les Etats-Unis appliquent des droits de douanes très élevés. Par exemple, sur le bœuf brésilien, l'UE applique des droits de douane de 177%, de 161% sur le sucre, de 95% sur le poulet ou encore de 60% sur l'éthanol. Contrairement au cas de l'Asie où l'industrie a explosé grâce à la demande occidentale, le Brésil ne dépend pas totalement des puissances occidentales quant à son développement agricole. Ainsi, le pays se tourne vers des pays tels que la Chine, l'Iran, l'Inde ou l'Egypte pour écouler ses stocks. Ses exportations ont fortement augmenté depuis 2000, avec une croissance de 432% vers la Chine, 289% vers l'Iran, 270% vers la Russie, 267% vers l'Inde, et 239% vers l'Egypte⁴¹. Depuis 2005, le Brésil réalise avec ces pays plus de la moitié de ses exportations.

3.1- Les principaux partenaires commerciaux du Brésil

D'une façon générale, le Brésil a augmenté de plus de 130% ses échanges commerciaux de produits agricoles entre 2000 et 2005⁴². Il convient de rappeler la place importante de l'Union européenne dans les échanges commerciaux brésiliens. Le sommet UE-Brésil qui s'est tenu le 22 décembre 2008 à Rio de Janeiro a rappelé que l'UE était le premier partenaire commercial du Brésil avec 22,5% des échanges commerciaux et que l'UE constitue également un important investisseur étranger au Brésil (en 2006 les investissements de l'UE vers le Brésil représentaient 5,1 milliards d'euros, selon la Commission européenne). Depuis 2007, le Brésil et l'UE sont liés par un « partenariat stratégique ». Lors de ce sommet, la volonté de renforcer les relations entre l'UE et le Brésil a été affirmée, notamment sur les questions commerciales, le changement climatique, l'énergie, les migrations ou encore la crise financière. Les négociations autour de l'accord d'association UE-Mercosur, qui vise à créer une zone de libre-échange, ont également été remises au centre des préoccupations. Le Brésil souhaite pouvoir exporter vers l'Europe un certain nombre de produits, tels que son éthanol par exemple, qui sont encore soumis à des quotas élevés à l'entrée du territoire européen.

Si les pays du Sud de la Méditerranée ne sont pas les principaux partenaires commerciaux du Brésil concernant les échanges agricoles, leur part dans ces échanges tend à augmenter. Ainsi, l'Egypte a multiplié par cinq ses importations agricoles provenant du Brésil, entre 2000 et 2005. De plus, les échanges de produits agricoles entre l'Algérie et le Brésil ont connu un taux de variation de 825%, pour atteindre plus de 292 millions de dollars en 2005.

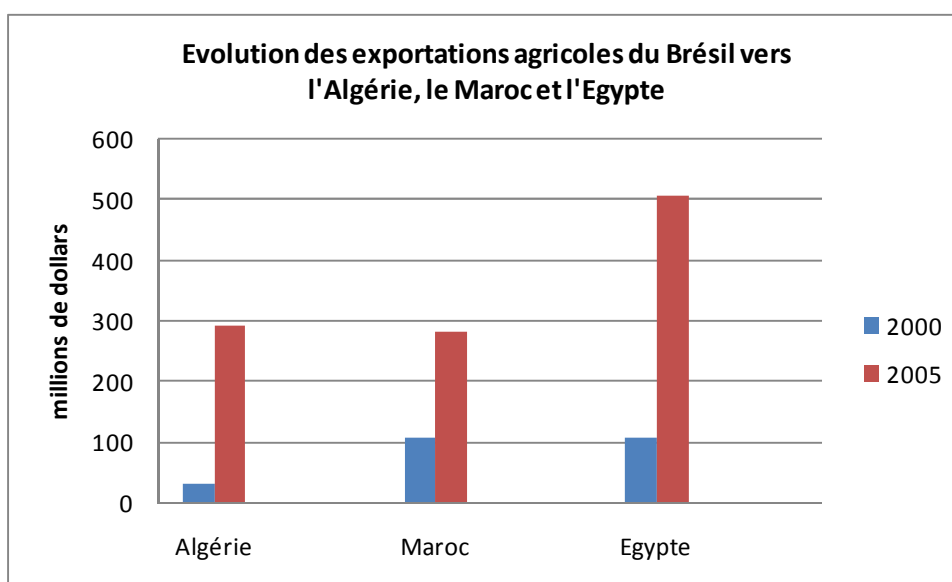
41 Tanguy G, "Le Brésil, géant du nouvel ordre agricole", *L'expansion.com*, http://www.lexpansion.com/economie/le-bresil-geant-du-nouvel-ordre-agricole_25603.html, 1er juin 2006

42 "Intercambio comercial de agronegocio. Trinta principais parceiros comerciais », *BrazilTradeNet*, 2006, <http://www.braziltradenet.gov.br/>

Tableau 3
Exportations agricoles du Brésil vers ses principaux partenaires de 2000 à 2005
(en dollars)

	2000	Part 2000	2005	Part 2005	Variation
Etats-Unis	3.424.122.532	18,1%	5.977.877.066	13,7%	74,6%
Chine	533.057.405	2,8%	3.089.114.617	7,1%	479,5%
Russie	412.774.652	2,2%	2.720.832.087	6,2%	559,2%
Arabie Saoudite	272.553.230	1,4%	805.301.115	1,8%	195,5%
Iran	247.045.490	1,3%	775.856.930	1,8%	214,1%
Inde	87.729.528	0,5%	588.629.712	1,3%	571%
Egypte	109.831.529	0,6%	507.389.944	1,2%	362%
Algérie	31.635.241	0,2%	292.638.004	0,7%	825%
Maroc	109.791.964	0,6%	282.293.187	0,6%	157,1%
Total	18.915.913.422	100%	43.646.586.584	100%	130,7%

Source: Brazil Trade Net, 2006



Source: Brazil Trade Net, 2006

De plus, le Brésil a fortement augmenté ses exportations depuis 2000. Concernant les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, il est important de noter la forte part des produits agricoles brésiliens dans les importations totales de ces pays. Ainsi, les produits en provenance du Brésil représentent 11% des importations totales de l'Arabie Saoudite, 8,5% de l'Egypte, 10,4% du Maroc, 7,2% de l'Algérie, et 10,5% des Emirats Arabes Unis. Le Brésil exporte vers les pays arabes essentiellement des produits agricoles tels que le sucre, la viande et le soja. Par exemple, en 2005, les produits agricoles exportés vers l'Algérie représentaient 76,14% des exportations totales du Brésil vers ce pays. En ce qui concerne le Maroc, 2/3 des importations en provenance du Brésil sont agricoles et dominées par deux produits, le sucre et le soja.

Les exportations brésiliennes de sucre ont connu la plus forte croissance (+170%) avec un chiffre d'affaires de 325 millions de dollars. Le Brésil est le fournisseur traditionnel et quasi exclusif de l'Égypte, du Maroc et de l'Algérie en sucre. La participation du Brésil dans les importations égyptiennes de sucre représentait 99,83% en 2004. Le Brésil est également un grand exportateur de viande et les marchés des pays arabes représentent une source de débouchés importante. Ainsi, en 2004 toujours, 47,3% de la viande importée par l'Algérie provenait du Brésil et 91% pour l'Égypte. En ce qui concerne le soja, les chiffres sont moins spectaculaires mais le soja brésilien représente tout de même 29% des importations marocaines de soja.

Concernant les importations brésiliennes provenant du monde arabe, elles se sont élevées à 7,546 milliards de dollars pour les huit premiers mois de l'année 2008, ce qui représente une augmentation de 107% par rapport à l'année précédente. Aussi, les pays arabes représentent pour le Brésil des fournisseurs importants mais les importations brésiliennes concernent quelques produits seulement, tels que le pétrole et ses dérivés ainsi que les engrais et produits chimiques. Par exemple, ce dernier tend à importer de plus en plus ses engrais des pays arabes. En effet, si le Brésil est un des principaux pays producteurs et exportateurs de produits agricoles, le pays est dépendant en ce qui concerne ses importations d'engrais. Aussi, l'Égypte et la Jordanie étant d'importants producteurs d'engrais, des contrats entre des entreprises égyptiennes et jordaniennes et des coopératives brésiliennes agricoles ont été signés.

Il convient de souligner le fait que les échanges économiques entre les deux régions apparaissent quelque peu asymétriques. En effet, les exportations brésiliennes vers les pays arabes dépassent largement les exportations de ces derniers vers le Brésil. Si pour le Brésil, les pays arabes représentent de véritables débouchés et l'occasion d'accroître le volume de ses échanges commerciaux, la coopération avec le Brésil représente plus pour les pays arabes une source d'expertise scientifique.

Conclusion

Cette note d'analyse a tenté de présenter les nouvelles dynamiques exprimées par la puissance brésilienne, d'un point de vue politique et diplomatique mais également économique. Le « réveil » du plus grand pays d'Amérique du sud s'est manifesté par une prise de position forte sur la scène internationale, en s'imposant en tant que représentant et défenseur des intérêts des pays émergents, mais également par une montée en puissance commerciale, notamment pour les exportations agricoles.

Au regard des différentes analyses évoquées ici, et compte tenu des atouts du Brésil, de sa puissance agricole, de sa stratégie internationale et de sa volonté manifeste d'être l'un des pivots stratégiques dans la nouvelle configuration géoéconomique du monde, il paraît probable que le Brésil poursuivra son essor et parviendra à s'imposer comme l'un des géants du XXI^e siècle. A ce titre, il est intéressant de souligner que le Brésil participera au grand G8 sur l'agriculture et à la production agricole qu'organise l'Italie du 18 au 28 avril 2009. La rencontre se tiendra dans la région de Trévise (nord de l'Italie), avec la participation des ministres de l'Agriculture du G8 (Etats-Unis, Russie, Allemagne, Japon, France, Canada, Grande-Bretagne et Italie), ceux du G5 (Brésil, Chine, Inde, Mexique et Afrique du Sud) ainsi que de l'Égypte.

L'objectif de cette note était aussi de montrer l'apparition d'un nouveau phénomène à savoir la diversification des partenaires commerciaux du Brésil et l'accroissement de ses échanges agricoles vers certains pays arabes, phénomène qui s'inscrit dans un processus global de recomposition géographique des échanges commerciaux. Pour les pays arabes méditerranéens, on constate aussi la diversification de leurs partenariats commerciaux (avec le Brésil, mais aussi la Chine, ou encore les pays de la Mer Noire) et le poids moins important des puissances européenne et américaine dans ces échanges⁴³. Au final, il nous semble important de poursuivre l'exploration de ce dossier émergent, pariant sur un rapprochement toujours plus étroit entre le Brésil et les pays arabes méditerranéens et notamment en ce qui concerne la variable agro-alimentaire.

43 Voir la note d'alerte du CIHEAM « Panorama économique et commercial des pays arabes méditerranéens », n°52, 13 novembre 2008.

Annexe

Extraits de la déclaration de Brasilia. 10 et 11 mai 2005

1.6 Soutiennent les efforts et mécanismes internationaux destinés à éradiquer la faim et la pauvreté et à promouvoir le développement, en particulier le Fonds International pour la Solidarité, adopté par la Résolution 265/56 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, et l' "Action Contre la Faim et la Pauvreté", initiative qui a abouti à la Déclaration de New York du 20 septembre 2004. Appellent gouvernements, organisations internationales et régionales et la société civile à employer leurs efforts à niveau mondial au sens de repérer les sources additionnelles possibles de financement du développement.

1.8 Réaffirment le droit prééminent des Etats sur leurs ressources naturelles, conformément à ce qui est établi dans les différentes résolutions des Nations Unies, de même que les droits souverains des peuples à disposer de leurs ressources en fonction de leurs intérêts. En ce sens, ratifient le droit des Etats à mettre en place les contributions qu'ils jugent plus équitables et à coordonner des politiques en défense de justes prix pour leurs exportations agricoles et rejettent toutes mesures discriminatoires et protectionnistes.

2.20 S'accordent pour collaborer de façon coordonnée dans les forums multilatéraux, pour stimuler la communauté internationale à prendre des mesures contribuant à l'accomplissement des objectifs de développement du millénaire, fixés lors du Sommet du Millénaire des Nations Unies. Déclarent, de la même manière, leur détermination à se coordonner entre eux pour parvenir à la pleine mise en œuvre de l'Agenda de Doha et au renforcement du système de commerce multilatéral, qui doit être juste et fondé sur des règles qui facilitent l'insertion équitable des pays en voie de développement dans l'économie mondiale.

4.2 Prennent l'engagement d'intensifier la coordination de leurs positions dans les forums économiques et commerciaux, pour traiter de sujets d'intérêt mutuel, dans la droite ligne des objectifs de la présente Déclaration. En ce sens, réaffirment leur engagement à renforcer les institutions économiques et sociales des Nations Unies, afin de promouvoir un agenda économique, social et de développement ambitieux et ample et d'appliquer les résolutions pertinentes adoptées lors des principales conférences des Nations Unies.

8.1 Font prévaloir l'importance de la coopération Sud-Sud et reconnaissent la nécessité pour les deux régions de tirer bénéfice des différentes occasions de coopérations ouvertes aux pays arabes et sud-américains dans les domaines social, économique, technique, scientifique et culturel, soulignant que la richesse et la diversité de leurs sociétés favorisent le renforcement de leurs relations.

9.2 Expriment leur objectif commun d'augmenter la coopération en matière scientifique et technologique entre les deux régions, en prenant en compte les connaissances et l'expérience déjà acquises, les complémentarités en présence et leur capacité à innover. Soulignent l'urgente nécessité qu'il y a à coordonner des programmes de coopération entre les principales universités et centres de recherche dans les deux régions et de promouvoir l'échange d'experts, de chercheurs et d'universitaires. Déclarent leur disposition à identifier des mécanismes de financement pour mettre en œuvre un Programme de Développement Scientifique et Technologique et définissent ainsi – aux fins de lancement du Programme – les sphères suivantes, à la suite du séminaire « Terres Arides et Ressources en Eau (Fortaleza, Brésil, septembre 2004) : (i) Désertification et Régions Semi-Arides ; (ii) Gestion des Ressources en Eau ; (iii) Agriculture Irriguée ; (iv) Biotechnologie et Génie Génétique ; (v) Prévision Climatique ; (vi) Amendement du Sol ; (vii) l'Elevage du Bétail.



Le CIHEAM a été créé, à l'initiative conjointe de l'OCDE et du Conseil de l'Europe, le 21 mai 1962.

C'est une organisation intergouvernementale qui réunit aujourd'hui treize Etats membres du bassin méditerranéen (Albanie, Algérie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie et Turquie).

Le CIHEAM se structure autour d'un secrétariat général situé à Paris et de quatre Instituts agronomiques méditerranéens (Bari, Chania, Montpellier et Saragosse).

Avec au cœur de son activité trois missions fondamentales (formation, recherche, coopération), le CIHEAM s'est progressivement imposé comme une référence dans ses domaines d'activité : l'agriculture, l'alimentation et le développement durable des territoires ruraux en Méditerranée.

A propos de l'Observatoire du CIHEAM

L'Observatoire méditerranéen du CIHEAM est un instrument d'analyse et de débat sur l'agriculture, le monde rural et l'alimentation en Méditerranée.

Les propos tenus dans les notes d'alerte et les notes d'analyse qui y sont publiées engagent la responsabilité de leurs auteurs, et en aucun cas celle du CIHEAM.

www.ciheam.org